Histoire, économie et société

Un mouvement antipornographique : la Ligue pour le relèvement de la moralité publique (1883-1946)

Jean-Yves Le Naour

Citer ce document / Cite this document :

Le Naour Jean-Yves. Un mouvement antipornographique : la Ligue pour le relèvement de la moralité publique (1883-1946). In: Histoire, économie et société, 2003, 22e année, n°3. pp. 385-394;

doi : https://doi.org/10.3406/hes.2003.2327

https://www.persee.fr/doc/hes_0752-5702_2003_num_22_3_2327

Fichier pdf généré le 12/05/2018

Résumé

Résumé La Ligue pour le relèvement de la moralité publique (LRMP) est née en 1883 à l'initiative de militants protestants engagés dans le combat contre la réglementation de la prostitution, sur le modèle des sociétés abolitionnistes britanniques ou helvétiques. Soucieuse d'éduquer le peuple pour bâtir une république éclairée et morale, elle mène campagne contre les écrits et les images pornographiques, les jeux, l'alcoolisme et le taudis, tout en gardant une ligne abolitionniste indéfectible. Affichant son neutralisme politique et confessionnel, la LRMP ne parvient pas à devenir le mouvement de masse qu'elle rêvait d'être : malgré la qualité de ses membres appartenant à l'élite intellectuelle et sociale, elle reste désespérément une organisation marginale dont l'activité repose sur l'investissement de quelques militants déterminés et tient un discours ambigu, entre progressisme et réaction contre l'évolution des mœurs, qui rebute autant les conservateurs que les démocrates.

Abstract

Abstract The League for the recovery of public morality was founded in 1883 by Protestant militants who fought against regulations in matter of prostitution, as did abolitionist societies in Britain or Switzerland. The League wanted to educate people in order to build an enlightened and moral Republic : thus its fight against pornographic writings and images, gambling, alcoholism and slums, although abolitionism was still its main goal. The League kept a political and confessional neutrality but failed to become a mass movement. Despite the quality of its members - they all belonged to an intellectual and social élite —, it remained a marginal organization, based on the activity of a few well-motivated militants, and whose theories were ambiguous: the members of the League were both progressive and opposed to the changing in the morals of their time, that the Conservatives as well as the Democrats disapproved.

BY: $ = creative commons

UN MOUVEMENT ANTIPORNOGRAPHIQUE : LA LIGUE POUR LE RELÈVEMENT DE LA MORALITÉ PUBLIQUE (1883-1946) [1]

par Jean-Yves LE NAOUR

Résumé

La Ligue pour le relèvement de la moralité publique (LRMP) est née en 1883 à l'initiative de militants protestants engagés dans le combat contre la réglementation de la prostitution, sur le modèle des sociétés abolitionnistes britanniques ou helvétiques. Soucieuse d'éduquer le peuple pour bâtir une république éclairée et morale, elle mène campagne contre les écrits et les images pornographiques, les jeux, l'alcoolisme et le taudis, tout en gardant une ligne abolitionniste indéfectible. Affichant son neutralisme politique et confessionnel, la LRMP ne parvient pas à devenir le mouvement de masse qu'elle rêvait d'être : malgré la qualité de ses membres appartenant à l'élite intellectuelle et sociale, elle reste désespérément une organisation marginale dont l'activité repose sur l'investissement de quelques militants déterminés et tient un discours ambigu, entre progressisme et réaction contre l'évolution des mœurs, qui rebute autant les conservateurs que les démocrates.

Abstract

The League for the recovery of public morality was founded in 1883 by Protestant militants who fought against regulations in matter of prostitution, as did abolitionist societies in Britain or Switzerland. The League wanted to educate people in order to build an enlightened and moral Republic: thus its fight against pornographic writings and images, gambling, alcoholism and slums, although abolitionism was still its main goal. The League kept a political and confessional neutrality but failed to become a mass movement. Despite the quality of its members – they all belonged to an intellectual and social élite –, it remained a marginal organization, based on the activity of a few well-motivated militants, and whose theories were ambiguous: the members of the League were both progressive and opposed to the changing in the morals of their time, that the Conservatives as well as the Democrats disapproved.

Le 31 janvier 1999, à la grande manifestation antipacs organisée par la députée UDF Christine Boutin, figuraient en bonne place dans le cortège des associations de moralité au combat antipornographique : le réseau d'organismes culturels (ROC), qui veille à la bonne «tenue» du cinéma et de la télévision, la Fédération internationale pour la défense des valeurs humaines fondamentales (FIVA), l'association France-Valeurs, le comité d'initiative pour le respect de la dignité humaine (CID), et la plus importante de toutes, l'Alliance pour les droits de la vie qui milite contre l'avortement, la pornographie et la «dérive des valeurs» et dont la présidente n'est autre que Christine Boutin elle-même. La lutte antipornographique aujourd'hui marquée tant sur le plan politique que confessionnel diffère cependant considérablement de l'esprit des premières ligues de vertu apparues dans les dernières décennies du XIXe siècle. En effet, la pre-

1. Je reprends ici une communication présentée en séminaire de recherche à l'UTM, CNRS-ERS 2085 FRAM-ESPA-MIREHC.

Persée creative commons BY: =

mière organisation antipornographique d'importance à voir le jour en 1883, la Ligue pour le relèvement de la moralité publique, est fondée à l'initiative unique de protestants, tous fermement républicains et engagés dans l'édification d'une morale laïque à une époque où la droite catholique ne s'est pas encore ralliée et tient pour suspectes les ambitions d'une ligue constituée en dehors de son influence. L'ouverture de la ligue aux catholiques et à toutes les bonnes volontés, y compris athées, au début du XXe siècle, lui a permis d'accroître son audience, de se développer et surtout de connaître une longévité remarquable : elle ne disparaît qu'en 1946 sous le coup d'une auto-dissolution. Toutefois, force est de constater qu'elle n'a jamais réussi à passionner les Français, pas plus qu'elle n'a su les mobiliser autour de ses thèmes de prédilection. Au contraire, elle est restée politiquement et socialement marginale malgré une influence sans doute bien plus large que la masse de ses quelques centaines de membres, influence liée à ses relais dans le milieu parlementaire et universitaire et à l'énergie de militants convaincus.

De l'ascension des ligues de moralité à l'échec de l'internationale morale (1883-1918)

La fondation de la LRMP puise à la source de deux mouvements évangéliques, suisse et britannique : la société genevoise de vigilance contre la littérature licencieuse créée en 1876 [2] et la Fédération britannique abolitionniste, une organisation vouée à la lutte contre la réglementation de la prostitution mise sur pied par Joséphine Butler. C'est d'ailleurs la section française de la Fédération abolitionniste, le comité parisien pour le relèvement de la moralité publique, constitué en 1875, qui se transforme en ligue en 1883 [3] sur des bases strictement confessionnelles. Effectivement, si un laïc, Edmond de Gaufrès, en prend la présidence, ce sont les pasteurs Tommy Fallot, Ed. de Pressensé et Louis Comte [4] qui en sont l'âme et les véritables inspirateurs. D'autre part, l'appel lancé à la communauté protestante en décembre 1882 et signé de Gustave Monod et de Tommy Fallot ne laisse guère de doutes sur la démarche religieuse qui inspire les fondateurs de la ligue. Repoussant les préventions qui se font jour à l'intérieur de l'église réformée face à l'entreprise pudibonde de censure morale, ils affirment :

> Il serait bon de nous souvenir que nous sommes des protestants. Nos pères, en face de l'iniquité, n'ont jamais hésité. [...] Ils ont bravé en souriant les railleries de la société brillante et corrompue qui s'agitait autour d'eux, en attendant de monter sur les bûchers du roi. C'est ainsi qu'ils sont devenus les pionniers d'un monde nouveau qu'il nous faut édifier aujourd'hui [5].

Dans leur combat abolitionniste, contre l'arbitraire de la police des mœurs et le proxénétisme de l'État qui garantit la libre disposition du corps des femmes dans les maisons de tolérance, les ligueurs se font les compagnons de route de libéraux, démocrates et féministes pour qui la prostitution réglementée est une atteinte aux droits de l'Homme. Cependant, les moralistes protestants vont plus loin que les défenseurs de la liberté individuelle parmi lesquels Victor Hugo, Victor Schoelcher et Yves Guyot : ils

2. Annie Stora-Lamarre, *L'enfer de la IIIe république, censeurs et pornographes (1881-1914)*, Paris, Imago, 1989, 248 p., p. 81.

3. Alain Corbin, *Les filles de noces, misère sexuelle et prostitution au XIXe siècle*, Paris, Flammarion, coll. «Champs», 1989, 496 p., p. 324.

4. Sa biographie a été rédigée par le pasteur Élie Gounelle, *La vie et l'œuvre de Louis Comte*, Saint-Étienne, Éditions du Christianisme social, 1927, 246 p.

5. Texte reproduit dans Émile Pourésy, *Souvenirs de vingt-cinq années de lutte contre l'immoralité publique*, Bordeaux, 1928, 413 p., p. 75.

rêvent d'une société équilibrée, saine, aux passions mesurées, expurgée de l'alcoolisme et de la «débauche», où le mariage précoce serait la règle et où chaque individu serait pénétré de son rôle et de ses responsabilités morales. Le socle abolitionniste qui caractérise la ligue ne sera jamais remis en cause jusqu'à sa disparition en 1946, son intransigeance en ce domaine constituant son originalité par rapport à la seconde association antipornographique, la Société de protestation contre la licence des rues, créée en 1894 par le sénateur René Bérenger. Pour ce dernier, très vite brocardé sous le surnom de «père la pudeur», la prostitution contrôlée policièrement et médicalement ne constitue pas plus une atteinte à la morale qu'aux libertés, au contraire elle est considérée comme un moindre mal, une canalisation du vice sur le modèle de l'ordure nécessitée doublement par le souci de circonscrire le péril vénérien, qu'on imagine diffusé presque uniquement par les prostituées, ainsi que par l'objectif «d'assainir» la rue. Si la maison de tolérance n'existait pas, poursuit la Société de protestation, la démoralisation serait plus grande encore du fait de la séduction et de l'entraînement au vice des jeunes filles de bonne famille et de la dissémination des maladies vénériennes.

Ces deux associations, qui possèdent des sections dans les plus grandes villes, dominent largement le paysage de l'antipornographie, même s'il existe des comités isolés, dans telle ou telle ville et des ligues au rayonnement plus limité [6]. Les 14 et 15 mars 1905, elles décident d'unir leurs efforts et se rencontrent à Bordeaux à l'occasion du premier congrès antipornographique sous la présidence de Ferdinand Buisson et de l'abbé Lemire. Dans la salle de l'Alhambra, devant 3500 personnes, la grand-messe de l'antipornographie accouche d'une Fédération nationale qui regroupe aussitôt une centaine de sociétés et dont la présidence est confiée au sénateur René Bérenger [7]. Son comité directeur est pour sa part composé de dix membres partagés équitablement entre la LRMP et la Société de protestation contre la licence des rues. Enfin, en 1911, la Fédération des sociétés antipornographiques se dote d'un bulletin de liaison, *Le bulletin d'informations antipornographiques,* animé par Émile Pourésy, agent général de la ligue et organisateur du congrès de Bordeaux. Auparavant, en 1908, l'union nationale des forces moralisatrices s'était elle-même fondue dans une Fédération internationale : en effet, les 21 et 22 mai, au Musée social à Paris, avait eu lieu le premier congrès international contre la pornographie qui, en prenant acte des conditions matérielles de production et de circulation des publications obscènes, avait conclu sur la nécessité d'une harmonisation des législations européennes et d'une union internationale pour la promouvoir. Celle-ci voit donc le jour et son organisation est laissée à la convenance du bureau genevois contre la littérature immorale, la plus ancienne de toutes les associations antipornographiques européennes. La lente construction et ascension des sociétés antipornographiques devait cependant prendre fin avec la Grande Guerre.

De 1914 à 1918, la Première Guerre mondiale empêche naturellement les antipornographes des pays belligérants de se rencontrer et surtout de collaborer, mais le plus étonnant est de les voir se déchirer et se jeter, de part et d'autres des tranchées, l'accusation d'immoralité. Comme en 1871, l'Allemagne se présente comme droite et pure face à une France dépravée, dégénérée et licencieuse. Inversement, les antipornographes

6. La Ligue de l'Étoile blanche fondée en 1899 par le pasteur Élie Gounelle n'atteindra jamais l'audience et la stature nationale de celle de son ami Louis Comte. Toutes deux sont cependant très proches, Raoul Allier, président de l'Étoile blanche et professeur de philosophie à la faculté de théologie protestante, est aussi rédacteur au *Relèvement social*, le journal de Louis Comte, avant d'intégrer pleinement la LRMP et ses organes dirigeants.

7. Voir les comptes rendus du congrès dans *Le Relèvement social*, 15 mars et 1er avril 1905. De même, Annie Stora-Lamarre, *op. cit.*, p. 117.

français peignent une Allemagne débauchée, destructrice et sans aucun sens moral et expliquent l'immoralité de la société française dans les années d'avant-guerre comme le résultat d'un patient travail de sape engagé outre-Rhin. Au prix de contradictions avec ses écrits antérieurs [8], Émile Pourésy dénonce l'origine allemande des revues illustrées légères, des cartes postales et photographies érotiques ainsi que des préservatifs destinés à réduire insidieusement les effectifs militaires nationaux : «Avec dix kilos de caoutchouc, Guillaume II remportait une victoire qui anéantissait chaque année des milliers de futurs soldats» [9] assure-t-il en associant l'ennemi intérieur, le néomalthusianisme, au péril germanique extérieur. En 1918, l'agent général de la ligue a beau considérer les ruines de la civilisation européenne en maudissant la guerre, cette plus grande immoralité, le fossé est désormais trop profond pour penser à une réconciliation. Comment rebâtir l'internationale morale alors que les comités nationaux sont eux-mêmes désorganisés ? En 1918, un seul abonnement au *Bulletin d'informations antipornographiques* a été acquitté et pas un seul pour l'année 1919 [10]. Il faut d'ailleurs attendre juin de cette même année, pour que le comité central de la ligue se réunisse à nouveau et fixe des objectifs pour le moins minimalistes : assurer la rentrée des cotisations, maintenir la vie des comités, reconstituer les groupements désorganisés par la guerre [11]. Finalement, il faut attendre le quatrième congrès national contre la pornographie, tenu à Lille en novembre 1927, pour que le président de la ligue, Paul Gemälhing, propose la recréation d'une Fédération internationale des sociétés de moralité publique, en vue d'être représentée à la SDN. En vain.

«Des généraux sans armée», les moyens de la lutte antipornographique

La coupure que représente la guerre mondiale sur le plan de l'organisation, n'en est pas une si l'on considère les formes d'action de la ligue qui n'ont guère changé de 1883 à 1946. Les efforts se portent en deux directions : d'une part, il importe de réprimer plus efficacement les diverses manifestations de la pornographie (littérature, photographies, spectacles...), d'autre part, les ligueurs prônent une éducation morale pour que les Français soient désormais imperméables au vice.

Les quelques centaines de membres des associations antipornographiques toutes confondues ne peuvent à eux seuls conduire des actions concrètes de grande envergure. Mais pour être marginale et groupusculaire, la ligue n'en compte pas moins des adhérents de qualité présents dans les grands corps de l'État, au parlement, dans les sociétés savantes et dans une cascade d'associations fonctionnant en réseaux. Les universitaires sont de loin les plus représentés à l'instar des présidents des comités de vigilance: Benoît, recteur de l'Université de Montpellier, Vidal, professeur de droit criminel, Gustave Monod, membre de l'Institut et fondateur de la *Revue historique*, Paul Bureau, professeur à l'Institut catholique de Paris et président de la ligue de 1906 à 1923, et Charles Gide, professeur d'économie et président de la Société de protestation contre la licence des rues à partir de 1910. Sur 247 adhésions individuelles à la ligue figurant dans les actes du troisième congrès national contre la pornographie organisé à

8. En 1908, à un conférencier qui affirmait qu'une grande partie des journaux pornographiques venaient d'Allemagne, Émile Pourésy s'insurgeait : «Vraiment, il ne faut jamais avoir ouvert une de ces feuilles pour avancer une aussi grande bêtise», *La gangrène pornographique*, Saint-Blaise et Roubaix, Foyer solidariste, 1908, 421 p., p. 38-39.

9. Émile Pourésy, *Masques arrachés*, Bordeaux, 1916, 8 p., p. 7.

10. *Bulletin d'informations antipornographiques*, 1er janvier 1920.

11. *Bulletin d'informations antipornographiques*, 1er octobre 1919.

Lyon en mars 1922, on relève 127 mentions de professions où dominent les universitaires et plus largement les éducateurs (proviseurs, directeurs d'école...) avec 26 % du total, à égalité avec les professions libérales, médecins en tête. Les ecclésiastiques, catholiques, protestants et juifs, ferment la marche (21 %), le reste se partageant entre les milieux de l'entreprise et de la politique (députés, sénateurs et même un ministre en la personne de Justin Godart) [12]. L'influence des antipornographes va donc bien au-delà de leur seul poids numérique, pour s'en convaincre il suffit de constater l'activité fébrile de leurs représentants dans les assemblées qui mènent un combat sans cesse répété pour renforcer la législation répressive. Leurs efforts, patients et soutenus, sont parfois récompensés, comme en 1898 et 1908 où la Chambre s'aligne sur leurs vues [13]. Mais à l'issue de la Première Guerre mondiale, les militants sont convaincus que le problème n'est plus de réformer le code et d'y ajouter des lois nouvelles mais bien d'appliquer la loi dans toute sa rigueur. Tout le problème est là. En règle générale, lorsqu'il s'agit de condamner un livre ou une pièce de théâtre, les parquets y regardent à deux fois : d'abord parce qu'il est difficile de définir l'obscénité mais surtout parce que les magistrats ont peur du ridicule. Dans la *Revue pénitentiaire*, en 1923, le substitut du procureur de la République à Versailles le reconnaît : «Il m'arrive souvent de relire des œuvres comme *Madame Bovary* ou *Les Fleurs du mal* et de trouver absurdes les poursuites qui furent exercées contre leurs auteurs. C'est pourquoi au moment de poursuivre nous nous demandons si nous sommes vraiment dans la vérité morale et juridique». Autre obstacle difficile à contourner pour les antipornographes, l'impossibilité pour leurs associations d'ester en justice : effectivement, si un particulier n'a pas été victime directement d'un outrage aux bonnes mœurs, il ne peut se porter partie civile pas plus qu'une association antipornographique car pour poursuivre, ces dernières doivent justifier d'un intérêt direct, et dans ce cas particulier la jurisprudence a estimé que l'intérêt moral ne suffisait pas. La ligue n'a eu alors de cesse que de réviser la loi et de presser Justin Godart de déposer un projet donnant aux associations reconnues d'utilité publique le droit de se porter partie civile. Sa première tentative, le 28 mars 1922, est un échec tout comme son deuxième projet déposé en avril 1930.

En attendant que le patient travail de lobbying porte ses fruits, la pratique directe et quotidienne de la lutte antipornographique est laissée à quelques militants de terrain spécialisés dans ce qu'ils appellent «l'action isolée contre l'immoralité publique». Il s'agit là aussi d'un travail de pression mais à une échelle plus locale et avec des résultats très variés en fonction des convictions des entrepreneurs, des fonctionnaires ou des élus locaux. La maison Hachette est sans doute la plus coopérative puisqu'elle se soumet de bonne grâce aux désirs de la ligue en refusant dans ses kiosques tous les journaux illustrés légers et en retirant de la vente, en 1927, le dernier livre de Victor Margueritte, *Ton corps est à toi* [14]. Mais les vœux des ligueurs restent le plus souvent sans suite car relevant d'une pudibonderie excessive à l'instar de cette recommandation de la section sedanaise qui demande aux compagnies ferroviaires de repeindre plus souvent les murs des toilettes en «considérant le grave danger que représentent pour la moralité publique les inscriptions ou dessins obscènes si fréquents dans les

12. Fédération française des sociétés contre l'immoralité publique, *Troisième congrès national contre la pornographie*, Cahors, 1922, 165 p.

13. Pour l'analyse du dispositif législatif, nous renvoyons à Annie Stora-Lamarre, *op. cit.*

14. *Bulletin d'informations antipornographiques*, octobre 1927. Dans le numéro du mois de juillet, Émile Pourésy assure que le dernier livre de Victor Margueritte est «encore plus bassement obscène que la garçonne. [...] On dirait que l'auteur a voulu signaler tout ce qu'il y avait de sale et de lubrique dans des existences humaines».

cabinets de beaucoup de gares ou voitures de chemin de fer, surtout en troisième classe» [15]. De même, les antipornographes ne se font pas faute de recourir aux bonnes volontés des maires qui ont toute autorité pour interdire une représentation théâtrale, cinématographique ou une exhibition foraine. Encore une fois, l'efficacité de ce recours dépend des dispositions des édiles municipaux, et tous ne sont pas aussi accommodants que le maire de Saint-Étienne où officie le pasteur Louis Comte : à la suite d'une pétition de la communauté protestante, de la Fédération des familles nombreuses, des anciens combattants, de l'union départementale mutualiste et de la bourse du travail, le maire décide d'instaurer, le 11 décembre 1925, une censure préalable à tous les spectacles. Reste l'éternel problème de déterminer ce qui est ou n'est pas obscène. Toutefois, quand les moralistes n'obtiennent pas gain de cause, ils peuvent payer de leur personne en allant troubler les paisibles distractions des pornographes. À Saint-Étienne, par exemple, avant l'arrêté municipal du 11 décembre 1925, il n'est pas rare que Louis Comte et ses amis se rendent au théâtre pour y causer du tapage et faire éclater le scandale. Le pasteur n'hésite d'ailleurs pas à faire le coup de poing pour passer outre le mur des gardiens recrutés par les directeurs de théâtre de la ville [16].

Émile Pourésy, le disciple de Louis Comte, va plus loin : comme il sait que la plainte n'est recevable que lorsque le plaignant est victime de l'outrage aux bonnes mœurs, il se rend dans les foires, écoute avec attention les chansonniers, et au moindre jeu de mots grivois achète la partition et l'envoie au procureur de la république. Il fait de même avec la presse illustrée légère – *La Vie parisienne* est sa bête noire – dont il est visiblement un lecteur attentif et régulier. Plus encore, il provoque le délit en demandant des cartes postales de femmes dénudées chez tous les libraires qu'il rencontre. Si on lui en présente avec des poses par trop lascives ou suggestives, il s'empresse de les acheter et de déposer plainte. À Toulouse, avant 1908, il est parvenu ainsi à traîner sept marchands indélicats devant le tribunal. Devenu rapidement célèbre, il fait l'objet de plusieurs avis émanant de divers magazines légers et adressés aux libraires pour les avertir des méthodes peu orthodoxes du «soldat du Christ» et les inviter à se débarrasser aussitôt de ce «policier amateur» [17].

Mais l'œuvre de répression, si elle est présentée comme utile et nécessaire, n'est pas considérée comme la plus importante. Ce qui compte avant tout est d'éveiller les hommes et les femmes à l'accomplissement de leur devoir, de les pénétrer de la noblesse de l'amour, de la chasteté qui rend fort, de la fidélité, des bonheurs de la vie conjugale et familiale. Pour mener à bien ce travail d'éducation morale, la ligue peut compter sur le dévouement sans faille de son agent général, Émile Pourésy.

Personnalité forte sur laquelle repose en grande partie la lutte antipornographique durant l'entre-deux-guerres, Émile Pourésy est un militant atypique. Né en 1864 dans un milieu très modeste, il s'est formé en autodidacte avant d'épouser la foi protestante vers ses dix-neuf ans. Engagé dans l'armée coloniale, il y mène déjà une lutte isolée contre la grossièreté de ses compagnons en essayant de couvrir les chants paillards par des couplets patriotiques. Sans succès. Devenu secrétaire de l'Union chrétienne des jeunes gens de Bordeaux qui cherche à détourner les adolescents de la débauche par les bonnes lectures et par le sport, il fait bientôt la rencontre de Louis Comte venu prononcer une conférence dans la ville. Il en devient l'ami, collabore au *Relèvement social,* le mensuel

15. *Bulletin d'informations antipornographiques*, 1er juillet 1923.

16. Émile Pourésy, *Souvenirs de vingt-cinq années de lutte contre l'immoralité publique*, Bordeaux, 1928, 413 p., p. 133.

17. Émile Pourésy, *La gangrène pornographique, op. cit.*, p. 348-349.

fondé et dirigé par Louis Comte depuis 1893, prend les rênes du comité bordelais de la ligue et se charge de l'organisation du congrès de 1905. En 1906, il est nommé agent général de la ligue et remplace Louis Comte vieillissant dans le rôle d'apôtre itinérant. Parcourant la France pour y prononcer des conférences et établir des comités de vigilance et des sections de la ligue, il parle parfois chez les nationalistes de l'Action française, mais aussi sur invitation des groupes anarchistes qui se trompent souvent en le présentant «comme un néomalthusien qui veut extirper de la société les tares que l'immoralité bourgeoise y a répandu» [18]. À chaque fois, il diffuse largement ses brochures d'éducation morale, y compris gratuitement grâce au soutien financier des ligueurs les plus fortunés. Écrivain prolixe, auteur d'une quarantaine d'ouvrages, ces cinq principales brochures ont atteint un tirage total de 135000 exemplaires [19], mais *La vie morale et le respect de la femme*, à elle seule, a été éditée à plus de 192000 exemplaires et distribuée à la troupe pendant la Première Guerre mondiale. Avec les lycéens, les militaires font en effet partie de son public de prédilection, c'est-à-dire de jeunes hommes au seuil de leur vie qu'il est possible d'orienter vers le bien et la morale. Invité par des officiers sympathisants de la ligue pour prononcer des conférences informelles avant la guerre, il est investi officiellement, par Lyautey, en 1914-1918, de la délicate mission de moraliser les jeunes recrues, ceci avec l'espoir des autorités militaires de faire chuter les chiffres des contaminations vénériennes. Tenaillé par l'envie de se rendre sur le front aux côtés des poilus, qu'il imagine naturellement vertueux et désexualisés, comme tous les héros qui se respectent, il obtient enfin la précieuse autorisation en septembre 1916, après intervention du député Jules Siegfried, protestant et ligueur. C'est une cruelle déception. Revenus des tranchées, accablés par l'imminence de la mort et par la frustration affective et sexuelle, les soldats n'ont que mépris pour ce civil qui vient leur parler de la beauté de la chasteté. Les conférences prennent alors un tour violent et il faut toute l'autorité des officiers pour que le calme soit assuré ce qui n'empêche pas Émile Pourésy d'être hué et menacé. Éprouvé par ce régime, il revient promptement à l'arrière, se bornant désormais au public plus docile des jeunes conscrits et des convalescents. Si l'on en croit ses carnets, de 1907 à 1934, date à laquelle il cesse, à 70 ans, sa vie de propagandiste itinérant, il aurait prononcé 2050 conférences aux civils devant un public de 280000 auditeurs, en majorité des scolaires, et 1607 conférences aux militaires pour un total de 1565000 auditeurs [20].

Ni droite ni gauche ?

Croire que l'antipornographie appartient naturellement au camp de la droite moralisatrice et réactionnaire est une erreur qui fait bon marché des ambiguïtés du discours de la LRMP comme de la diversité de ses adhérents. Ferdinand Buisson, président de la Ligue des droits de l'Homme et Justin Godart, féministe et démocrate convaincu qui a refusé les pleins pouvoirs à Pétain en 1940 et organisé la résistance dans la région lyonnaise, n'ont rien à voir avec une morale traditionaliste fondée sur des principes familialistes niant la liberté individuelle. Pour comprendre l'étonnante synthèse réalisée par la ligue, il faut en fait remonter à sa naissance, contemporaine de l'alphabéti-

18. Des éléments d'autobiographie sont rassemblés dans *Souvenirs de vingt-cinq années de lutte...*, *op. cit.*, et *Au service de la vie et de la vérité sexuelle*, Saint-Antoine de Breuilh, 1939, 262 p.

19. *Aux parents et aux éducateurs, un cri d'alarme ; Aux parents et aux éducateurs, conseils utiles ; Aux jeunes époux et aux fiancés ; Appel adressé aux jeunes filles ; Appel adressé par un homme à la jeunesse masculine*; ces dernières sont rassemblées dans *Aux pères et aux mères de famille, à leurs fils et à leurs filles*, Saint-Antoine de Breuilh, 1946, 31 p.

20. *Ibid.*, p. 3-4.

sation des masses et du perfectionnement des techniques d'impression qui permettent de produire livres et journaux à bas prix : les productions obscènes réservées auparavant au public bourgeois sont maintenant à la disposition du «peuple» pensé comme préservé du vice et de la corruption. La LRMP, née en même temps que la république, participe donc à l'élaboration d'une morale républicaine et laïque. Bien entendu, cette vision idéalisée du peuple, originellement pur et désormais menacé de contagion morale, est révélatrice d'un discours élitiste qui redoute la «démocratisation» du vice. Il faut alors protéger les faibles, les enfants, les femmes, les ouvriers lentement pervertis par une culture qu'ils ne créent pas mais qu'ils subissent. D'où également un discours stigmatisant la bourgeoisie (étonnant quand on connaît la composition sociale de la ligue), une bourgeoisie appelée à s'effondrer un jour de par son comportement immoral. En février 1905, Louis Comte parle des «petits crevés de la bourgeoisie qui emploient une partie de leur temps à vivre ce que les pornographes décrivent» [21], et le 1er juin suivant qualifie les bourgeois de «tas de farceurs et d'hypocrites», eux qui veulent bien «salir» les femmes de la classe ouvrière mais pas les leurs, naturellement bien élevées [22]. Au troisième congrès national contre la pornographie, la bourgeoisie est même accusée d'être la cause de la prostitution, dans la droite ligne des positions socialistes : «Qui fait vivre la prostitution sinon la bourgeoisie ? Il faut avoir beaucoup d'indulgence pour l'immoralité des classes populaires. Comment auraient-elles des scrupules quand les vices de la bourgeoisie s'étalent au grand jour et partout ? C'est pour la bourgeoisie que la prostitution existe [...], et qui en fournit le personnel ? la classe ouvrière presque exclusivement». Et le conférencier de prédire la nécessaire révolution sociale une fois que la morale aura remplacé le matérialisme marxiste : «La lutte des classes s'est livrée jusqu'à ce jour sur le terrain des salaires et des intérêts économiques. Mais le jour où la classe ouvrière, au lieu de se laisser mener par des aveugles, verra clair et comprendra l'ignoble exploitation dont elle est l'objet, le jour où elle portera la lutte des classes sur le terrain des intérêts moraux et familiaux, la guerre sociale deviendra cent fois plus acharnée qu'elle ne l'a été jusqu'ici» [23]. *Le Relèvement social*, le journal du pasteur Louis Comte et organe de la ligue, s'est engagé fermement et parmi les premiers aux côtés des dreyfusards, son directeur subissant même les foudres de sa hiérarchie qui lui reproche de délaisser le culte au profit de la lutte politique. De même, il ne s'est jamais départi de son anticolonialisme et du mythe du bon sauvage opprimé, dé-moralisé et perverti par le colonisateur, il a pris position contre la peine de mort et pour le suffrage universel féminin. Le pasteur Louis Comte, parfois choisi par les ouvriers de Saint-Étienne en grève pour les représenter auprès du patronat, milite pour sa part pour un christianisme social très proche des adhérents du Sillon qui sont parfois à l'origine de la fondation de comités de vigilance comme celui de Nancy. Enfin, en 1930, Émile Pourésy qualifie *Le Relèvement social* dont il a pris la direction depuis 1921, de journal «franchement libéral» [24].

Classer politiquement la LRMP, est donc chose plus compliquée qu'il n'y paraît, et ce d'autant plus qu'elle affirme hautement sa neutralité politique et confessionnelle. En effet, fondée par des protestants pour des protestants, elle s'est bientôt ouverte à toutes les bonnes volontés pour réaliser une union sacrée face au péril pornographique. Dans son numéro de septembre 1901, Louis Comte appelle ainsi à la formation d'une

21. *Le Relèvement social*, février 1905, «Préjugés».

22. *Le Relèvement social*, 1er juin 1905, «C'est trop fort».

23. Fédération française des sociétés contre l'immoralité publique, *op. cit.*, discours d'Edmond Goblot, professeur de philosophie à l'Université de Lyon, p. 144-145.

24. *Le Relèvement social*, mai 1930.

«ligue des honnêtes gens» : «Peu importe pour nous, à notre point de vue, que les hommes aillent à confesse, au prêche, à la loge ou qu'ils restent chez eux. Pour lutter contre la littérature obscène, l'immoralité de la rue, la réglementation du vice, le jeu, l'alcoolisme, je puis et je dois m'unir avec les catholiques, les juifs, les protestants, les francs-maçons, les incrédules» [25]. Pour concrétiser son ouverture et lever la suspicion des catholiques, Paul Bureau, professeur à l'Institut catholique de Paris, est choisi comme président de la ligue en 1906 à la mort d'Edmond Gaufrès. Quand il disparaît, en 1923, c'est un israélite, Paul Gemälhing, professeur à l'Université de Strasbourg, qui le remplace aux rênes de la LRMP. Malgré ces efforts, la ligue ne parvient pas à emporter la pleine adhésion des milieux catholiques et, à plus d'une reprise, il faudra qu'Émile Pourésy défende la neutralité politique et confessionnelle de la ligue face à ceux qui, en 1930 encore, continuent à voir en elle un mouvement protestant [26].

Pourtant, incontestablement, l'ambiguïté caractérise les positions politiques de la ligue. L'appel à l'unité n'est d'ailleurs jamais allé jusqu'au communisme qui est un «retour à la barbarie» selon Louis Comte [27] et qui prépare, selon Pourésy, à la perte du sens moral [28]. Par ailleurs, le discours adopté par les antipornographes est toujours celui de l'alarmisme, un discours biopolitique qui évoque la pourriture, la lente décomposition d'un corps sain lentement contaminé. «Si cela continue la France mourra !» tonne Émile Pourésy qui prédit l'empoisonnement des sources vives françaises «par l'action dissolvante, corruptrice et persistante de la pornographie» [29]. L'avenir est à la putréfaction, à moins, suggère Louis Comte, qu'on ne soumette la France «à un régime sévère d'antiseptiques et peut-être même de cautérisation au fer chaud» [30]. Le pire peut être évité : il suffirait d'exclure sans pitié la partie malsaine, les agents corrupteurs pour que tout danger soit écarté. Les menaces de mort, de suicide, de décadence, ou plutôt de dégénérescence, font partie intégrante du discours biopolitique qui est l'apanage de l'extrême droite. Quand on ajoute à cela, le souci de réaliser l'union sacrée autour de l'antipornographie, car la morale n'est ni de droite ni de gauche, la dénonciation de l'urbanisation, corruptrice par rapport aux campagnes plus religieuses, la comparaison fréquente des comportements humains et des comportements des animaux pour en dégager des lois sexuelles naturelles, la confusion entre morale publique et morale privée [31], on se trouve de plain pied dans l'argumentaire réactionnaire. Progressivement, la ligue opère un glissement à droite que consacre l'expérience de la Première Guerre mondiale et son rêve, partagé entre autres par les antipornographes, de régénération morale de la nation. Par le bain de sang virilisateur de la Grande Guerre, la France décadente et immorale serait purifiée par l'épreuve et renaîtrait plus belle à l'issue de son expiation, dans la droite ligne de la pensée de Joseph de Maistre appliquée à la Révolution française. Au sortir de la guerre, même profondément ébranlés dans leurs assurances de 1914, les antipornographes font désormais confiance à l'énergie de l'État pour remettre de l'ordre dans la maison, alors qu'ils privilégiaient, avant le conflit, la prise de conscience et le combat individuel de chacun contre sa part de démon. «Non pas que je compte sur l'État pour faire germer la vertu dans des cœurs rongés par le vice mais seul l'État peut et par

25. *Le Relèvement social*, septembre 1901.

26. Voir en particulier les dénégations du *Relèvement social* d'octobre 1929 et mai 1930, «Brèves mais nécessaires explications» et «La défense de mon territoire».

27. *Le Relèvement social*, mars 1920.

28. *Bulletin d'informations antipornographiques*, octobre 1920.

29. Émile Pourésy, *La gangrène pornographique, op. cit.*, p. 9.

30. *Le Relèvement social*, 15 juillet 1914.

31. Une des devises de la ligue est «une même morale pour l'individu et pour l'État».

conséquent doit prendre les mesures d'asepsie morale qui s'imposent», assure *Le Relèvement social* en 1920 [32]. Écœuré par l'appétit de plaisir des années folles, Pourésy se prend à rêver d'un homme fort et d'un État autoritaire sur le modèle de l'Italie fasciste. Mais ce sont les derniers articles du *Relèvement social*, après la débâcle de 1940, qui concrétisent clairement le glissement amorcé avant la Première Guerre mondiale : dans une série de trois articles, intitulés «le travail et la morale», «la famille et la morale», «la patrie et la morale», Émile Pourésy adopte le ton pétainiste et impute la défaite à l'esprit de jouissance de la France pécheresse et au front populaire. En octobre, il plaide pour une rénovation spirituelle de la nation : «Français ! les malheurs de la patrie ne tiennent pas seulement de la puissance matérielle de nos adversaires, mais avant tout de l'affaiblissement en chacun de nous des forces morales et spirituelles qui cimentent l'union d'un peuple et le rendent fort et respecté. Tu connais maintenant les mauvais bergers : ceux qui t'ont fait croire à une vie facile, sans effort ; ceux qui t'ont prêché la haine au nom d'un idéal de caste, de classe ou de parti [...]. La France que tu feras sera plus belle, plus pure. Car ce qui croule, c'est ce qui ne devait pas durer, ce qui était vermoulu, ce qui ne résiste pas à l'épreuve [...]. Deviens cette élite dont le pays a besoin, prends hardiment ta place dans le rang des hommes libres qui, sous la conduite et l'inspiration de Dieu, et dans le don complet d'eux-mêmes, feront toutes choses nouvelles pour que renaisse la patrie» [33].

Malgré cet acte d'inféodation au nouveau régime, le numéro de novembre 1940 fut le dernier car le *Relèvement social* fut interdit par la censure le 8 décembre, interdiction confirmée après les démarches de Pourésy, le 27 janvier 1941. Vichy, en effet, a fait le choix de pousser la réglementation de la prostitution à son paroxysme, allant jusqu'à interdire la prostitution des filles de rue, «en carte» c'est-à-dire enregistrées et contrôlées par les polices municipales, au profit de la seule et unique maison de tolérance. Officiellement, l'interdiction de l'organe de la LRMP se justifie par des arguments puritains – en dénonçant inlassablement la pornographie *Le Relèvement social* risquerait d'éveiller des curiosités malsaines –, mais en fait il est probable que Vichy n'a pas pris le risque de se voir accusé de régime proxénète et immoral car la ligue et surtout l'indépendant et intraitable Émile Pourésy n'ont jamais fait de concessions sur leurs positions abolitionnistes. En 1946, le conseil de la ligue reconstitué décide de se débarrasser de son agent général, incontrôlable, se rebaptise Cartel moral et se dote d'un nouvel organe, *Rénovation*. Avec l'éviction puis la mort d'Émile Pourésy en 1948, une page de l'antipornographie liée au milieu protestant est tournée : désormais le mouvement est fermement ancré chez les catholiques et, malgré quelques collaborations sur des combats communs avec des acteurs sociaux d'horizons politiques divers, s'oriente nettement vers la droite; il restera en revanche aussi groupusculaire que pouvait l'être la ligue qui n'a pas su séduire les Français. Sans base politique bien définie, entre défense de la dignité humaine et répression des «mauvais comportements», ni réactionnaire ni socialiste, ni libérale ni complètement autoritaire, à la neutralité confessionnelle affichée, la LRMP n'avait pas d'espace pour se développer et suscitait plutôt la méfiance de tous les côtés, une méfiance d'autant plus grande que sa ligne abolitionniste indéfectible lui aliénait la plus grande partie des moralistes effrayés à l'idée de la suppression des maisons closes. Finalement, les premiers antipornographes devaient pâtir de leurs propres contradictions.

DOCTEUR EN HISTOIRE, UNIVERSITÉ DE PICARDIE

32. *Le Relèvement social*, février 1920.
33. *Le Relèvement social*, octobre 1940.